

PARTIE 1 : SCIENCE ECONOMIQUE
Thème 5 : Régulations et déséquilibres macroéconomiques

NOTIONS	INDICATIONS :
Fonctions économiques de l'État (allocation, répartition, stabilisation)	Pourquoi la puissance publique intervient-elle dans la régulation des économies contemporaines ? En faisant référence aux défaillances de marché étudiées précédemment et à la possibilité de déséquilibres macroéconomiques, on étudiera les fonctions de régulation économique de la puissance publique en insistant sur l'importance du cadre réglementaire dans lequel s'exercent les activités économiques. On présentera brièvement les principaux niveaux d'intervention (notamment européen, national et local).
Prélèvements obligatoires, dépenses publiques, déficit public, dette publique.	Comment le budget de l'État permet-il d'agir sur l'économie ? On décrira la structure du budget de l'État et de l'ensemble des administrations publiques, en donnant des ordres de grandeur. On insistera sur les notions de production non marchande et de prélèvements obligatoires. On montrera, à l'aide d'exemples (fiscalité écologique, crédit d'impôt pour les aides à domicile ou pour les dons aux associations, etc.) qu'en changeant les prix relatifs ou les rémunérations nettes, les impôts et taxes modifient les incitations des agents.
Demande globale, inflation, chômage, déséquilibre extérieur, politique budgétaire, politique monétaire	Quelles politiques conjoncturelles ? On présentera les principaux déséquilibres macroéconomiques et leurs instruments de mesure. On montrera comment ils sont liés à la dynamique de la demande globale. En s'appuyant sur les développements du point 5.2, on montrera comment les pouvoirs publics peuvent utiliser la politique budgétaire pour agir sur les déséquilibres. En se référant au point 4.3, on présentera également les moyens d'action des banques centrales (notamment la Banque centrale européenne) et leur rôle dans la régulation conjoncturelle de l'activité économique.

A. Les interventions économiques des pouvoirs publics

1) Une intervention croissante des pouvoirs publics

→ Documents 2 et 3 p.130-131 Répondre aux questions proposées.

Doc. 2

1. La variation absolue : $58 - 10 = + 48$ points de PIB et la variation relative : on choisit ici un coefficient multiplicateur car l'augmentation est forte (largement supérieure à 2), cet indicateur sera ainsi plus parlant : $58/10 = 5,8$. Le montant global des dépenses de l'État en France a augmenté de 48 points de PIB en France entre 1872 et 2014, soit une multiplication par 5,8 de la part du PIB (note : c'est une augmentation en proportion du PIB et non dans l'absolu, car le PIB lui-même a augmenté dans le même temps).

2. Cette forte augmentation confirme la loi de Wagner car le PIB a lui-même augmenté fortement durant la période : les dépenses ont cependant augmenté plus rapidement encore.

3. Il met en avant le fait que les pouvoirs publics assurent non seulement les mêmes missions, mais en ajoutent de nouvelles à mesure que la richesse nationale s'élève (besoins de la population et infrastructures, elles-mêmes appelées par la croissance de la production).

Doc. 3

1. L'allocation des ressources (les diriger vers une utilisation « optimale »), la distribution (répartir plus justement les richesses) et la stabilisation (atténuer les effets des cycles).

2. Allocation : production de services publics (répondant à des imperfections du marché, voir chapitre 4), comme l'école ; distribution : impôt sur le revenu ; stabilisation : indemnisation du chômage (occasion d'expliquer ce que sont les stabilisateurs automatiques).

3. Nécessité de fixer des règles pour encadrer les marchés et répondre aux imperfections de ces derniers (biens publics, internaliser les externalités, etc.).

1- Fonctions économiques de l'Etat

Fonction
Explication
Exemple

→ Passage de l'Etat gendarme à l'Etat Providence

La puissance publique intervient dans l'économie à plusieurs niveaux : Europe, nation, collectivités territoriales. On parle de régulation car il s'agit d'agir directement ou indirectement dans un objectif d'amélioration de la situation économique.

Face aux défaillances de marché, l'Etat va agir :

4. Défaillances du marché	Fonctions de l'État
Le marché ne permet pas une allocation optimale des ressources, il ne prend en compte ni les externalités ni les biens collectifs.	Allocation des ressources
Le marché n'est pas parfaitement autorégulateur.	Stabilisation de l'économie
Le marché ne prend pas en compte les objectifs de justice sociale que se fixe la société.	Redistribution des richesses

Fonctions autre que régaliennes : allocation de ressources, redistribution et stabilisation

On distingue classiquement trois fonctions économiques : la fonction d'allocation des ressources conduisant à orienter la production ; la fonction de répartition des revenus ; la fonction de stabilisation de l'activité économique lorsque des déséquilibres macroéconomiques apparaissent.

Synthèse :

Depuis un siècle, l'intervention économique de l'État rapportée à la production globale n'a cessé d'augmenter : cela correspond au fait que celui-ci prend en charge un nombre croissant de fonctions non ou mal assurées par les firmes privées et les marchés sur lesquelles elles gravitent. Cette évolution a été notamment mise en évidence par Adolph Wagner qui pointait sa dimension quantitative et qualitative (nouvelles demandes correspondant à des « besoins » supérieurs).

2) Les pouvoirs publics dépensent et produisent

→ Documents 1 et 3 p.138-139 Répondre aux questions proposées.

Doc. 1

Car ces productions sont considérées comme nécessaires à tous, mais ne peuvent être fournies en quantité suffisante et à un prix suffisamment faible par les firmes privées qui œuvrent sur les marchés du fait d'imperfections de ceux-ci, et de ce fait ne seraient pas accessibles à tous (santé, éducation, etc.).

Doc. 3

1. Le secteur public regroupe l'ensemble des firmes que l'État contrôle en détenant une part majeure de leur capital. Il est hétérogène car regroupe des entreprises d'activités et de tailles très différentes.

2. Elles regroupent à elles seules près des trois quarts des effectifs du secteur public. En outre, on peut rappeler aux élèves qu'elles détiennent un monopole en France dans les secteurs où elles œuvrent (monopole naturel). Cependant, celui-ci est remis en cause aujourd'hui du fait de l'intégration européenne.

3. Non, il peut produire directement, via ses administrations (écoles, hôpitaux, etc.).

Synthèse

L'intervention directe de l'État et des autres pouvoirs publics dans l'activité économique est rendue nécessaire par les imperfections du marché, mais aussi pour des principes de justice sociale. Ils prennent ainsi en charge la production et la distribution de certains biens ou services dont on estime qu'ils doivent être accessibles au plus grand nombre. Certains avancent cependant que cela serait source d'inefficacité, viendrait entraver les initiatives privées ou encore grèverait les budgets publics.

→ Documents 2 et 3 p.140-141 Répondre aux questions proposées.

Doc. 2

1. Impôts, taxes et cotisations sociales. On les distingue à partir de leur source et leur utilisation.

2. Les premiers sont collectés directement par les services de l'État, pas les seconds : ils sont prélevés par des agents privés (commerçants pour la TVA, notaires, etc.) qui les reversent à l'État ensuite.

3. Non, tous ne paient pas forcément l'IRPP mais en acquittent d'autres (comme la TVA).
4. Pour chacun, on rapporte sa part en milliards d'euros au total, soit : État : $275,1/913 = 30,1 \%$; autres administrations centrales : $1,9 \%$; APL : $13,5 \%$; ASS : $47,1 \%$; UE : $0,6 \%$.

Doc. 3

1. TVA : $144,4/945,6 = 15,3 \%$; IRPP : $7,3 \%$; CS : $37,7 \%$.
2. Non, la TVA est même anti-redistributive (car les ménages les plus modestes, qui consacrent une part plus élevée de leur revenu à la consommation acquittent de ce fait un taux plus élevé de TVA rapporté à leurs revenus que les autres). Les CS quant à elles ne dépendent pas du revenu dans leur taux.
3. Production : cotisations sociales, CSG, IS ; consommation : TVA, TIPP, taxes sur le tabac ; ces dernières sont indirectes, les autres directes ; celles qui reviennent aux caisses de la Sécurité sociale : cotisations sociales et CSG, aux collectivités locales : taxe d'habitation, les autres à l'État central.

Synthèse

Les prélèvements obligatoires, impôts, taxes et cotisations sociales, servent à financer un certain nombre de services publics et de protections jugés nécessaires par une société à un moment donné ; mais aussi à réduire les inégalités entre les citoyens, en corrigeant la redistribution primaire de revenus (et les patrimoines), et en fournissant un certain nombre de prestations en nature.

→ Document 3 p. 143 Répondre aux questions proposées.

Doc. 3

1. Le déficit public a augmenté de 2,8 points entre 2000 et 2013, soit un quasi-triplement (avec même un pic en 2009, début de la crise) et la dette de 33,5 points du PIB, soit une hausse de plus de 50 %.
2. Les déficits publics viennent accroître le stock de dette et réciproquement, celui-ci, en raison des charges d'intérêt, vient creuser potentiellement les futurs déficits.
3. L'augmentation du taux d'intérêt (primes de risque sur les emprunts d'État) et la baisse du taux d'inflation (qui augmente les taux d'intérêt réel, correspondant aux taux nominaux auxquels on retranche le taux d'inflation).

Synthèse

Il faut ici revenir dans un premier temps sur ce que recouvre l'emprunt public puis expliquer que celui-ci peut servir à relancer l'activité économique en période de crise (effet multiplicateur) à court terme et à investir pour l'avenir, pour favoriser notamment l'activité à plus long terme. Cependant, ces possibilités d'emprunt sont elles-mêmes bornées car elles impliquent des charges (intérêt) et sont risquées du fait de l'évolution relative de ces intérêts (qui s'élèvent si les prêteurs perçoivent le prêt comme plus risqué), et de l'inflation (qui vient alléger la charge d'intérêt mais peut baisser brutalement).

B. Politiques conjoncturelles et déséquilibres macroéconomiques

1) Les déséquilibres économiques : l'insuffisance de la demande globale

→ Documents 1, 2 et 3 p. 154-155 Répondre aux questions proposées.

Doc. 1

Consommation des ménages, dépenses administrations publiques, investissement, commerce extérieur.
Sur longue période, seules les dépenses administrations publiques connaissent une hausse notable passant 18 à 28 points de pourcentage avec un point d'inflexion au début des années 70. Le trend de la consommation des ménages est orienté à la baisse passant de 62 à 55 points de pourcentage.
Pour les autres composantes, la tendance à long terme est stable, en soulignant que pour l'investissement le début des années 70 marque une rupture dans une tendance qui s'annonçait à la hausse.

Doc. 2

1. Demande d'investissement + demande de consommation.
2. La demande est une fonction croissante des revenus. Si les revenus augmentent, la consommation augmente, et inversement.
3. Le niveau de production.

Doc. 3

1. La chute de l'investissement dans ses trois composantes, se traduit par un repli d'une des deux composantes de la demande effective, d'un repli de la production, non compensé par une augmentation de la demande de consommation, puisque le chômage augmente.
2. Chômage faible / investissements hauts, chômage haut / investissements faibles. Point d'inversion de la tendance T1 2012.
3. Anticipation de faibles débouchés. Substituer à l'investissement privé l'investissement public. Lorsque l'investissement public se substitue à l'investissement privé, on constate avec évidence une inflexion à la hausse de l'investissement et une inflexion à la baisse du chômage.

Les composantes de la demande globale sont la consommation, la demande extérieure, l'investissement et les dépenses publiques de l'État. Le niveau de la demande effective détermine via le niveau de production le niveau de l'emploi. En cas de récession, la chute de la demande effective est donc à l'origine d'un chômage conjoncturel.

Synthèse

Les causes de l'insuffisance d'une demande globale sont à rechercher dans une insuffisance de la consommation intérieure et extérieure et de l'investissement des administrations publiques et des entreprises. Les conséquences sont un niveau de production ne permettant d'obtenir une situation de plein emploi.

2) Les déséquilibres économiques : inflation et déflation

→ Documents 2, 3 et 4 p.156-157 Répondre aux questions proposées.

Doc. 2

1. Par la monnaie : perte de valeur de la monnaie, donc une plus grande quantité est demandée pour acquérir le même panier de biens.

Par les coûts : augmentation du coût salarial de la pression fiscale et de l'ensemble contribue à une augmentation des coûts de production qui dans certaines conditions de marché peut être reportée sur les prix.

Par la demande : tension sur une offre rigide ou peu fluide, donc une situation où la demande est durablement supérieure à l'offre, donc hausse des prix.

2. Demande globale : demande de consommation + demande d'investissement de l'ensemble des acteurs. De 1 à 5 : baisse de la demande d'investissement. De 5 à 6 : baisse de la demande de consommation. De 7 à 8 : contraction de la demande globale suite à la baisse de ses composantes.

3. Il est rationnel dans un cadre de déflation de reporter les achats, car l'agent anticipe que demain les biens ou services seront moins cher qu'aujourd'hui.

Doc. 3

1. En jouant sur le niveau du taux d'intérêt réel (taux nominal – taux d'inflation) elle avantage les emprunteurs en diminuant les taux réels appliqués et désavantage les épargnants pour la même raison.

2. L'État du fait de son déficit, s'endette pour le financer. Il possède donc un service de la dette important.

Toutes augmentations du taux d'intérêt réel augmentent le coût de l'endettement.

Effets positifs	Effets négatifs
Réduction du coût des investissements	Réduction de la rémunération de l'épargne
Contribue aux politiques de relance	Augmentation du coût du service de la dette pour l'État
	Réduction de la compétitivité-prix en économie ouverte

Doc. 4

1. Pouvoir d'achat : quantité de biens et services qu'un revenu donné permet d'acheter. À revenu constant une baisse des prix permet d'acquérir plus de biens et services.

2. Effet d'anticipation d'une permanence de la baisse des prix, donc un déplacement de la demande vers un futur indéterminé qui se traduit par une baisse du niveau de production et un ajustement des facteurs K et surtout L à la baisse et donc chômage.

3. La variable usitée serait les rémunérations du travail, réduction des prestations sociales, non revalorisation du traitement des fonctionnaires et du salaire minimum, non revalorisation des grilles indiciaires dans le cadre des conventions collectives, flexibilisant le marché du travail dans une situation de déséquilibre O/D.

L'État est en charge de cette mission, Plan Fabius 1984. Instrument réglementaire.

Synthèse

La déflation se caractérise par une baisse du niveau de production, une perte de valeurs des actifs et une forte montée du chômage. La désinflation de par la baisse des prix nationaux permet une reprise de la consommation due à une amélioration du pouvoir d'achat des agents économiques et une amélioration de la position des exportations.

3) Les politiques conjoncturelles

a) Objectifs et instruments des politiques conjoncturelles

→ Documents 2 et 3 p.160-161 Répondre aux questions proposées.

Doc. 2

1. Les politiques conjoncturelles sont de court terme et visent à stabiliser l'économie en lissant les variations conjoncturelles pour que l'économie soit au plus près de son sentier de croissance.

Les politiques structurelles sont de plus long terme et visent à modifier les structures de l'économie et notamment les structures productives.

2. Politique monétaire et politique budgétaire.

3. Le pacte de stabilité et de croissance a profondément modifié la nature des politiques conjoncturelles. Le respect de l'équilibre budgétaire et l'encadrement de l'endettement des pays membres de la zone euro comme buts de la politique conjoncturelle fait sortir ces politiques d'une temporalité courte pour les faire entrer dans le cadre d'actions de pilotage sur le long terme. Elles ne sont plus des réponses à des désajustements temporels, mais s'inscrivent dans une nouvelle régulation à long terme des fondamentaux économiques.

Doc. 3

1. Politique budgétaire : impôts et dépenses publiques.

Politique monétaire : réserves obligatoires, politiques de taux, *open-market* (voir chapitre sur la monnaie).

2. Politique de relance : stimuler la croissance et réduire le chômage. Inspiration keynésienne car J.M. Keynes a formulé dans la « théorie générale » qu'une économie peut se caractériser par un équilibre sur le marché des biens et services et un déséquilibre sur le marché du travail.

Politique de rigueur : « refroidir » une économie en surchauffe. Donc revenir à des équilibres budgétaires et commerciaux dans le cadre d'une inflation maîtrisée. Cette politique peut être lue comme néoclassique car elle met l'accent sur les grands équilibres et la maîtrise de la croissance d'une masse monétaire définie par évolution anticipée de la croissance.

3. Les politiques de relance stimulent la croissance à travers une variation de la demande, cela se traduit par une tension sur l'offre source d'inflation ainsi qu'une demande à l'étranger dans le cadre d'une économie ouverte, si l'industrie nationale a des temps de réponse trop longs ou des productions inadéquates à la nature des demandes.

Les politiques de rigueur jouent sur une contraction de la demande, de fait, la production se ralentit avec pour conséquence un ajustement des facteurs et donc l'apparition d'un chômage plus important.³⁵

Faire le point

1. **Politique conjoncturelle : court terme et réponse à des désajustements conjoncturels. Politique structurelle : long terme et modification des structures de production, de distribution d'une économie.**

2. **Politique budgétaire : pilotage de l'activité par stimulation autonome de la demande globale à partir du budget de l'État. Politique monétaire : Pilotage de l'activité à travers les instruments monétaires afin de fournir les liquidités nécessaires à la croissance tout en maîtrisant l'inflation et préservant la stabilité du taux de change.**

3. **Politique discrétionnaire : Politique qui se caractérise par une absence une stratégie de long terme, c'est une politique active qui réagit sur l'équilibre en fonction des données conjoncturelles. Politique**

de règles : politique qui consiste à se fixer un objectif de moyen à long terme (exemple : norme de progression de la masse monétaire) et à s'y tenir.

Synthèse

Sous l'effet de la perte d'efficacité des politiques discrétionnaires keynésiennes au début des années 70, les politiques conjoncturelles sous la pression de la révolution libérale ont évolué vers des politiques de règles.

b) La politique budgétaire

→ Documents 2, 1 et 3 p.162-163 Répondre aux questions proposées.

c) La politique monétaire

→ Documents 2 et 3 p.164-165 Répondre aux questions proposées.

d) Quelles politiques au sein de la zone euro ?

→ Documents 2, 3 et 4 p.166-167 Répondre aux questions proposées.

Introduction

1- L'évolution des fonctions de l'Etat

Formulation d'hypothèses : D'après vous, qu'est-ce qui justifie l'intervention de l'Etat dans l'économie ? Dans quel domaine ? A quel niveau se fait-elle (nation, Europe, département, commune ?)

Comment les pouvoirs publics, la puissance publique agit-elle dans l'éco?
C'est une question de régulation !!